



3€

regards

JANVIER 2019

**PENSER DANS
UN MONDE
VIOLENT ?**

Les Éditions Regards
5, villa des Pyrénées, 75020 Paris
09-81-02-04-96
redaction@regards.fr

Direction

Clémentine Autain & Roger Martelli

Directeur artistique

Sébastien Bergerat - da@regards.fr

Comité de rédaction

Pablo Pillaud-Vivien, Pierre Jacquemain,
Loïc Le Clerc, Guillaume Liégard,
Roger Martelli, Gildas Le Dem,
Catherine Tricot, Laura Raim,
Marion Rousset, Jérôme Latta

Administration et abonnements

Karine Boulet - abonnement@regards.fr

Publicité

Comédiance - BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex

Scop Les Éditions Regards

**Directrice de la publication
et gérante**

Catherine Tricot

Photo de couverture CC

SOMMAIRE

PENSER DANS UN MONDE VIOLENT ?

LES VIOLENCES POLICIÈRES COMME UNIQUE SOLUTION

- # Violences policières et grève de la faim au centre de rétention de Vincennes
- # Gilets jaunes : pour remédier à sa violence sociale, l'Etat n'a que la violence policière
- # Légitime violence ?
- # Loi anti-casseurs : réprimer, quel qu'en soit le prix

L'EUROPE EN LIGNE DE MIRE

- # Une nouvelle fois, l'UE est incapable de venir au secours d'une cinquantaine de réfugiés
- # Alexis Tsipras, coup de poker ou repositionnement politique ?
- # Le Brexit, voie rapide vers l'ultra droite

LA CULTURE POUR (MIEUX) COMPRENDRE LE MONDE

- # La photographie, arme de lutte depuis 90 ans
- # Houellebecq, paysan de Paris
- # Dans les pays arabes, la BD veut sortir de sa bulle



LES VIOLENCES POLICIÈRES COMME UNIQUE SOLUTION

Violences policières et grève de la faim au centre de rétention de Vincennes

Depuis le 3 janvier, une quarantaine de retenus des centres de rétention administratif de Vincennes ont entamé une grève de la faim, une mobilisation inédite afin d'alerter sur les violences policières, sur leurs conditions de rétention et pour exiger leur libération.

Alam a 33 ans. Il est arrivé d'Egypte il y a maintenant quatorze ans. Marié et père de quatre enfants français scolarisés, il est emmené au commissariat pour un contrôle d'identité le 1er décembre suite à un appel de ses voisins. S'il a l'habitude des contrôles de police, « ils duraient en général une heure », ce nouveau contrôle se solde cette fois par un placement en garde à vue au commissariat du 20ème arrondissement. La garde à vue sans motif dure plusieurs heures et s'avère très violente : « Il y avait beaucoup d'agressivité. On m'a emmené dans une chambre isolée à l'accueil. Puis une policière a tout gazé et a refermé la porte. »

Une fois sorti de la cellule, Alam est mis

à terre et frappé à l'accueil, à la vue de tous. Il termine ensuite sa garde à vue à la police judiciaire, au 36 Quai des orfèvres avant d'être envoyé directement aux centres de rétention de Vincennes. Libéré avant 48 heures par une juge des libertés, la préfecture de police persiste et fait immédiatement appel pour le renvoyer en centre de rétention. Six heures plus tard, ils sont huit retenus à être ainsi présentés devant une juge de la cour d'appel.

Quelques minutes suffisent pour les renvoyer à la hâte vers le centre de rétention, quelques minutes qui se seraient soldées publiquement par un « rentrez chez vous, on veut personne ici » de la juge.

LA HONTE DE LA RÉPUBLIQUE

De retour à Vincennes, les conditions de rétention sont insoutenables. « Si vous venez filmer ici, même les chiens n'acceptent pas ça », explique Alam. Insalubrité des toilettes, nourriture immangeable, certains retenus dorment ainsi à terre à trois dans des cellules faites pour deux.

À propos du quotidien dans ce centre de rétention de 180 places, Alam évoque les intimidations et violences qui ont désormais lieu à l'abri des caméras du centre, dans le « coffre », l'endroit où les téléphones portables et certains effets personnels sont conservés. « S'ils t'aiment pas, ils te menotent, t'emmènent là-bas et commencent à taper », ajoute Alam.

Les centres de rétention administrative (CRA) sont également les lieux d'application des stratégies violentes de la PAF (police aux frontières). Dans leur communiqué, les retenus dénoncent les violences qui se déroulent en amont et pendant les expulsions :

« Il y a eu des copains tabassés puis déportés en étant casqués, bâillonnés et scotchés. Il y a eu des copains drogués qui se sont réveillés de retour dans un pays où ils ne connaissaient plus grand monde. »

Alam parle quant à lui du scotch sur la bouche et des piqûres utilisées pour droguer en amont de l'expulsion par avion. « Ils viennent à neuf ou dix dans la chambre vers 4 heures du matin », raconte-t-il. Confrontés aux pratiques policières, l'association ASFAM, difficilement joignable au moment de la rédaction de cet article, en charge de l'accompagnement des retenus dans le CRA de Vincennes, est selon les explications d'Alam, du côté de l'institution : « Certains ont peur, la plupart est du côté de la police ».

Si les grèves de la faim et les révoltes des personnes enfermées ont parfois lieu dans les CRA – un incendie avait d'ailleurs été initié en guise de protestation contre l'expulsion d'un homme algérien en décembre 2017 – l'ampleur de la grève de la faim semble aujourd'hui plus

inédite. Ils seraient à présent une petite quarantaine à mener cette grève au sein de différents bâtiments sans pour autant être capables de communiquer parfois entre eux.

En dépit des tentatives de dissuasion de la police et du personnel de soin sur place, celle-ci devrait continuer dans les prochains jours. « A mon avis, il va y avoir de l'action. On lâchera pas l'affaire. On est prêt à se révolter, insiste Alam. On continue la grève de la faim jusqu'à ce que l'on tombe. »

Menacé dans son pays pour avoir participé à plusieurs manifestations dans son pays, il conclut : « On a pour beaucoup toutes nos attaches ici, nos enfants, notre famille est ici. Moi je préfère mourir ici. Je ne retournerai pas là-bas. J'ai grandi ici. »

POLITIQUE CARCÉRALE SANS ISSUE

Cette mobilisation intervient dans un contexte politique particulièrement favorable à l'enfermement des «étrangers» sans-papiers ou demandeurs d'asile. Selon les chiffres présentés par la

CIMADE dans son dernier rapport sur les centres de rétention, « 50.000 personnes subissent la privation de liberté en rétention chaque année en France ». L'entrée en vigueur depuis le 1er janvier de la loi du 10 septembre 2018 qui prévoit notamment l'allongement de la durée de rétention à 90 jours assortit la volonté de faire des centres de rétention de véritables antichambres de l'expulsion. Concernant la rétention des étrangers, le projet de loi de finances, modifié par le Sénat après passage à l'Assemblée, dont les chiffres précis ne sont pas encore publiés, indiquait dans ses versions initiales la volonté d'accroître cette politique d'enfermement en 2019, dans des conditions toujours plus déplorables. Une augmentation de 450 places soit près de 30% de hausse au niveau national était ainsi annoncée ainsi qu'un budget d'investissement de 39,2 millions d'euros pour la rétention dont seulement 1,9 seraient consacrés à l'amélioration du «cadre de vie au sein des centres».

**O CYRIL
LECERF MAULPOIX**

Gilets jaunes : pour remédier à sa violence sociale, l'Etat n'a que la violence policière

Devant le constat de l'inefficacité des mobilisations traditionnelles face à l'obstination du pouvoir, transgresser l'interdit de la violence n'est peut-être pas une fin en soi, mais cela permet parfois de continuer à résister.

Près de 5000 gardes à vue, 4000 réponses pénales (dont pas loin de 700 comparutions immédiates) et, actuellement, 216 manifestants en prison. Voilà pour le volet judiciaire. Ajoutons à cela les milliers de blessés, les mutilés à vie du Flash-Ball et des grenades (de désencerclement ou lacrymogènes) et les morts – déjà dix depuis le début du mouvement.

Tel est le triste et provisoire bilan de la gestion par l'Etat de même pas deux mois de mobilisation des gilets jaunes. La force, la peur, la prison et la mort. Le tout au nom d'un «ordre» qu'il faudrait rétablir. Grands dieux ! Ah non, nous ne

sommes pas en guerre civile et la France n'est pas une dictature, mais elle est devenue une honte pour quiconque se dit démocrate et républicain.

L'IGPN, la fameuse «police des polices», a déjà ouvert 48 enquêtes. En parallèle, 24 photographes et journalistes ont annoncé leur intention de porter plainte pour violences policières. Les témoignages inondent les internets vidéos à l'appui. Les forces de l'ordre jouent à un jeu malsain, entre provocation et zèle. Que l'on soit «casseur», manifestant ostensiblement pacifiste ou même journaliste, chacun en a eu pour son coup de matraque.

ETAT D'URGENCE PERMANENT

Qu'importe les communiqués outrés du Défenseur des Droits ou d'Amnesty international, la France préfère la sécurité, coûterait-elle l'ensemble des libertés fondamentales. Rappelons que nous sommes le pays de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, et seulement celui de cette déclaration.

Déclarer ne suffit plus.

En mai 2016, la répression à l'encontre des manifestants opposés à la loi Travail avait déjà atteint un niveau élevé. Nous étions quelques mois après les attentats de novembre 2015, la France était alors sous le régime de l'état d'urgence, justifiant de fait cette répression. A l'époque, les banlieusards s'étonnaient de voir les citoyens découvrir la violence policière, quotidienne pour ceux-ci.

Depuis, au gré des lois antiterroristes, l'état d'urgence est entré dans le droit commun. C'est désormais au tour des

«périphéries» de découvrir les méthodes de l'Etat. Quelle ne fut pas leur surprise !

ENGRENAGE POLICIER

Il aura peut-être fallu attendre ce mercredi 2 janvier et l'arrestation d'Eric Drouet, une des figures médiatiques des gilets jaunes, pour qu'un électrochoc eut lieu. Un symbole que l'exécutif pourrait bien avoir à regretter.

Qui vivra verra.

D'ici là, l'Intérieur a déjà commandé de nouveaux LBD 40 (les Flash-Balls) et fait part de son intention de faire évacuer tous les ronds-points occupés de France. Et cela ne se fera pas avec une tape dans le dos. On assiste-là à la logique qui fut celle de Notre-Dame-des-Landes : d'un côté, assurer que le mouvement s'essouffle, de l'autre, jeter de l'huile sur les braises encore chaudes. Subtil, intelligent.

● **LOÏC LE CLERC**

Légitime violence ?

Devant le constat de l'inefficacité des mobilisations traditionnelles face à l'obstination du pouvoir, transgresser l'interdit de la violence n'est peut-être pas une fin en soi, mais cela permet parfois de continuer à résister.

« Il semble acté que les manifestations pacifiques, les actions non-violentes, les débats, les votations, les occupations, les pétitions, les grèves, les positions des acteurs de terrains, les votes des députés n'ont aucun effet sur la détermination du gouvernement actuel. Alors peut-être devrions-nous lancer un large mouvement national de grèves de la faim. »

Le constat de Paul, militant insoumis, rédigé sur Facebook fin mai – lors des mouvements d'étudiants, est sans appel : l'impasse actuelle dans laquelle s'est enfoncée la Ve République ne trouve plus d'issues dans les modes traditionnels et démocratiques de luttes. Et pourtant, l'écrivain Édouard Louis le rappelle dans son dernier ouvrage, Qui a tué mon père : les politiques, aussi bien au sens propre qu'au figuré, tuent les plus faibles, les plus dominés, les plus

pauvres, bref ceux qui sont tout en bas de la pyramide sociale.

Alors du coup, comme nous le dit Antoine, l'un de ceux qui ont caillassé le McDo près de la gare d'Austerlitz en marge du défilé de la fête des travailleuses et des travailleurs du 1er Mai dernier : « On a quoi comme alternative ? On se laisse faire tranquillement et on tend l'autre joue ? » Rencontré à l'École normale supérieure (ENS) lors d'un colloque intempestif intitulé « Mort à l'université, vie au savoir », en présence du philosophe italien Giorgio Agamben et de l'économiste Frédéric Lordon, il poursuit : « Non, non, on leur montre qu'on n'entend pas se laisser faire ».

DÉFINITION DE LA VIOLENCE

Ne pas se laisser faire, se défendre, déstabiliser, revendiquer différemment, par

la violence, par la dégradation, par l'affrontement direct. Bien sûr, ça en effraie plus d'un : les partis traditionnels, les penseurs et les penseuses du politique dans ce que cela sous-entend de plus noble, beaucoup de militants et de militantes... tout ceux-là préfèrent le cadre apaisé du débat d'idées, de la revendication pacifique par les voies et moyens usuels de la république, en partant d'un postulat on ne peut plus simple : la violence et le rapport de forces physique ne peuvent induire, au mieux, que des victoires sur le temps court – autrement dit la révolution (violente) permanente est un mythe. Or eux préfèrent décidément le temps long.

Mais, l'un des nœuds du problème, lorsqu'on s'interroge sur la violence, est précisément sa définition. Entre la dégradation d'un bien public ou privé et la violence létale, en passant par les occupations, les séquestrations, les grèves (d'aucuns, pas forcément les plus avisés, parlent de « prise d'otages »), le spectre est des plus larges. Plus que ça, il est angoissant pour les tenants du pouvoir ou de l'opposition institutionnelle puisqu'ils représentent autant d'outils qui vont pouvoir être utilisés contre eux.

Pourtant, Jean, agriculteur dans le Gard

qui n'hésite pas à monter dans son tracteur pour faire des démonstrations de force, nous l'affirme : « Fondamentalement, c'est quoi la différence entre aller saccager un champ de la FNSEA et une manifestation ? » Pour lui, pas grand chose : on peut inscrire ces deux actions dans des systèmes de pensée similaires : une action collective visant à marquer le point (et pas forcément des points) dans l'opinion publique, mais surtout à créer un rapport de forces avec le pouvoir. À une différence importante près, comme nous l'explique poétiquement Jean : « La violence court-circuite et, ce faisant, crée un arc lumineux plus fort qu'une simple marche ».

Par « arc lumineux », il faut comprendre attirer l'attention des médias et des réseaux sociaux. Il est vrai que ces deux types d'acteurs, malgré leurs grandes différences, sont très friands d'images de violence dont la viralité n'a d'égale que leur propension à générer des commentaires – positifs mais surtout négatifs. Reprenant à leur compte, parfois malgré eux, l'adage selon lequel « un bad buzz vaut toujours mieux que pas de buzz du tout », ils créent, par leur acte violent, une distorsion inattendue dans le long fleuve tranquille des revendications. Certes, le traitement est la plu-

part du temps négatif : on pointe leur «cannibalisation des luttes», on parle de «pulsions» et on les compare à des «délinquants» – on va même jusqu'à leur refuser toute pensée construite. Pourquoi ? Pour les dégâts engendrés dans l'opinion publique. Ce rapport à cet étrange objet dont Pierre Bourdieu avait pourtant récusé l'existence, est central dans le rejet de la violence par les patrons du Parti communiste français (PCF), de La France insoumise, de la Confédération générale du travail (CGT) et des principales associations, bref de la gauche dans son sens plus général.

LA COLÈRE SOUS LE DÉSESPOIR

Dans les rangs de la gauche critique, le rapport entretenu avec la violence populaire est complexe et surtout changeant. Si, dans les textes fondamentaux même de la CGT ou du PCF, était inscrite la nécessité de l'usage de la violence pour renverser l'ordre bourgeois, aujourd'hui, les dirigeants de ces mêmes organisations sont beaucoup moins enclins à utiliser ce concept. Pourtant, encore

très récemment, on se souvient du jeu d'équilibristes auquel ils se prêtaient, refusant de condamner catégoriquement la violence tout en s'en détachant, dans une certaine mesure.

Que ce soit la quête de l'hégémonie culturelle, de l'humain d'abord ou de l'émancipation des travailleuses et des travailleurs, peu sont ceux estimant que l'on peut se passer d'une tête souriante et télégénique pour porter ses idées. Dès lors, il est bien naturel que des anonymes encagoulés, dont le mode d'action est avant tout une interrogation, soient de nature à effrayer. Pourtant, aujourd'hui, un peu partout dans la gauche, on pointe les blocages des mécanismes institutionnels et médiatiques qui permettraient à notre démocratie de véritablement constater – ou même simplement donner – le pouvoir au peuple. Assez logiquement, on entend donc de plus en plus souvent, dans les manifestations traditionnelles, des remarques cyniques et pleines de désillusions concernant ce mode de revendication.

« La violence, celle des Black blocs et des totos, c'est pour des bourges en mal d'action. » C'est exactement le type d'assertion très péremptoire qui fait florès sur les réseaux sociaux dans les sphères militantes de gauche, qu'elle soit politique ou associative, dès que surviennent des violences en marge des manifestations traditionnelles. Au-delà du fait qu'il repose sur une réalité sociologique très douteuse, il traduit le plus souvent l'impossibilité de dépasser des expériences personnelles qui se seraient mal passées. Loin d'être des « lâches » comme on l'entend et le lit souvent, ils sont probablement avant tout des désespérés des systèmes traditionnels qui veulent tenter « une approche plus frontale – et brutale des problèmes », pour reprendre les mots d'Antoine.

« À quoi ça sert de marcher d'un point A à un point B, gentiment et avec le sourire, si derrière, le gouvernement n'en a rien à foutre et a déjà rédigé son communiqué de presse, réaffirmant sa fermeté face à une mobilisation qui serait faiblarde, chiffres de la police à l'appui ? »

Le questionnement de Jacques, un ancien militant de la CGT, est assez légitime et s'inscrit dans la droite ligne des interrogations de toute une partie de la gauche qui lutte dans la rue : pourquoi essayer sans arrêt d'utiliser les mêmes outils, à savoir le vote et les mobilisations populaires dans la rue, si l'on n'a jamais vraiment gagné la partie depuis cent ans qu'on les pratique ?

Dès lors, il n'est pas rare d'entendre qu'un « bon coup de poing dans la gueule de l'oligarchie », ça pourrait (r) établir un rapport de forces. « Nécessairement inefficace », répondent en cœur les tenants des partis, des syndicats et des associations traditionnelles. Mais la lassitude de certains de ceux qui luttent, tous les jours ou épisodiquement, doit être perçue à l'aune de la violence exercée par les structures actuelles du pouvoir. Parce que, comme on le dit assez souvent dans les colonnes de Regards, Emmanuel Macron et ses prédécesseurs, nombre de dirigeants de grandes entreprises et leurs actionnaires, les néolibéraux à qui on a donné le pouvoir

n'y vont, et depuis pas mal de temps, pas de main morte. Largement de quoi éveiller, réveiller, voire attiser la colère. Et la colère, quand elle ne s'exprime pas, finit toujours par exploser. Le syndrome de la cocotte-minute : c'est mécanique.

DROIT D'INSURRECTION

Les inégalités se creusent, les rapports de forces entre les plus dominés et les plus dominants sont loin de l'équilibre, les perspectives quant à l'accès à l'éducation, à l'emploi, à la santé, aux loisirs pour toutes et tous sont de plus en plus bouchées, on licencie, on exploite, on paupérise, on exclue. Un responsable CGT-Cheminots nous le glisse même : « On est à bout ». La conclusion est donc immédiate pour lui : « La violence que l'on subit autant que celle dont on est à l'origine nous empêche de dormir, mais c'est précisément là qu'est son utilité ». Loin d'une simple loi du Talion ou d'une réaction épidermique et incontrôlée, il faudrait donc penser la violence comme un inaboutissement nécessaire. Mais, là où le bât blesse le plus, c'est lorsque les théoriciens essaient de s'y frotter.

« Lorsqu'on a un agenda politique, on ne peut pas théoriser la violence », rappelle souvent l'historien Roger Martelli. Force est de constater qu'il a l'histoire de son côté et qu'avec cette lecture, on ne peut totalement lui donner tort. Pour autant, il faut à ce stade distinguer les violences : on ne peut faire même cas de la violence destructrice de biens privés – s'en prendre à un McDonald's ou à un distributeur de billets par exemple – et celle, potentiellement létale, qui consisterait à agresser des personnes. Seulement, on les regroupe bien trop souvent car l'affrontement avec ce que l'on appelle les forces de l'ordre, à savoir la police et l'armée, vient souvent faire glisser la première vers la seconde.

C'est donc une peur, sans doute assez légitime, de l'absence de possibilité réelle d'encadrement d'affects émotionnels trop puissants, qui serait à l'origine de la défiance de la violence. Et de revenir, de facto, à la traditionnelle détention du monopole de la violence légitime par l'État, et uniquement par l'État. Seulement, d'aucuns considèrent aujourd'hui l'État comme un

ennemi : on le désigne souvent comme raciste, aux mains des lobbies, destructeur de la cohésion sociale... Peut-on faire feu de tout bois lorsque les agressions à l'encontre de pans entiers de notre société sont aussi importantes qu'actuellement ?

Édouard Louis, auteur de Histoire de la violence, poursuit ainsi son travail sur la violence à travers la littérature pour décrire la violence symbolique, celle qui s'exprime dans les quartiers populaires, les foyers modestes, les personnes précaires. « La politique est une question de vie ou de mort pour les dominés », affirme-t-il. Et d'ajouter : « L'histoire de ta vie est l'histoire de ces personnes qui se sont succédé pour t'abattre. L'histoire de ton corps est l'histoire de ces noms qui se sont succédé pour te détruire. L'histoire de ton corps accuse l'histoire politique. » Peut-on considérer, face à cette réalité, qu'il y a lieu de convoquer la légitime défense pour que le peuple ait recours à la violence ? En 1793, la réponse eut été évidente : l'insurrection est un droit. En effet, la Constitution de 1793, mise à l'écart du bloc de

constitutionalité en vigueur actuellement, précise à l'article 35 :

« Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs. »

Et de se dire qu'il est décidément temps que le peuple et chaque portion du peuple retrouvent pleinement leurs droits. À moins qu'une révolution ne passe par là... pour tout réécrire. À commencer par une nouvelle Constitution ?

● **PABLO PILLAUD-VIVIEN**

Loi anti-casseurs : réprimer, quel qu'en soit le prix

Ce mardi 22 janvier arrive à l'Assemblée nationale la fumeuse loi «anti-casseurs». L'exécutif veut reprendre à son compte ce texte de la droite sénatoriale, même si certains députés LREM le jugent « liberticide ».

Voilà bientôt dix semaines que les gilets jaunes manifestent. Autant de jours où le pouvoir semble bien incapable d'apporter une réponse favorable à cette crise sociale. Au contraire, l'exécutif entend perdurer dans son triptyque incendiaire : lacrymogène, Flash-Ball, prison.

Selon Libération, on compte désormais « 109 blessés graves parmi les gilets jaunes et les journalistes, dont 79 par des tirs de lanceur de balle de défense. Au moins 15 victimes ont perdu un œil. » Mais le ministre de l'Intérieur reste aveugle à cette violence d'Etat. Le 14 janvier dernier, Christophe Castaner déclarait :

« Naturellement¹, je n'ai jamais vu un

1. Après avoir nier toute violence policière, Christophe Castaner a déclaré que quatre manifestants « ont été frappés violemment à la vision ». Au-delà de la minimisation des chiffres, on appréciera la novlangue pour éviter l'emploi du verbe «éborgner».

policier ou un gendarme attaquer un manifestant ou un journaliste. »

Ainsi, en plus d'équiper toujours plus les forces de l'ordre, au point de militariser la répression, le gouvernement espère pouvoir aller aussi loin sur le volet pénal. C'est tout le but de la loi dite «anti-casseurs». Il est vrai que dans un pays où l'on fait seulement 36 heures de garde à vue pour un tag «Macron démission», où l'on bat le record du plus grand nombre de GAV pour un mouvement social (plus de 5000 personnes), il était temps de sévir.

TOUS CASSEURS

Le 7 janvier 2019, au JT de 20h de TF1, Edouard Philippe fait donc cette annonce sur la prochaine loi anti-casseurs. Le Premier ministre compte bien montrer à aux Français que la fête est finie. Sauf que, as usual, il ne s'agit que

d'un effet d'annonce. Le texte en question est une proposition de loi émanant du sénateur Bruno Retailleau (LR), intitulée « proposition de loi visant à prévenir les violences lors des manifestations et à sanctionner leurs auteurs » et déjà adoptée par le Sénat en octobre 2018.

Cette loi est de différentes inspirations, notamment les lois anti-hooligans et anti-burqa. À l'instar des différentes lois antiterroristes, l'exception visant un groupe d'individus particuliers, dans des circonstances particulières et des temps exceptionnels finit par atterrir dans le droit commun. Tous hooligans, tous casseurs, tous fichés S ?

Dans le fond, ce texte de loi envisage de créer un délit de port de la cagoule (un an de prison), un délit de participation à une manifestation non déclarée (ce qui relève d'une contravention aujourd'hui) ou encore un fichier recensant les manifestants « violents ». Serait interdite de manifestation « toute personne à l'égard de laquelle il existe des raisons sérieuses de penser que son comportement constitue une menace d'une particulière gravité pour l'ordre public ». Quand c'est flou...

Rappelons ici le fact-checking d'Amnesty au sujet du droit de manifester :

« Le droit de manifester ne peut pas être soumis à autorisation préalable [...] l'absence de notification aux autorités de la tenue d'une manifestation ne rend pas celle-ci illégale. »

LOI ANTI-CASSEURS, LOI ANTICONSTITUTIONNELLE ?

Nombreux sont les juristes à s'inquiéter de cette dérive sécuritaire. L'avocat Patrice Spinosi y voit, dans Le Monde, une « atteinte disproportionnée au droit de manifester ses opinions ». Même constat pour l'avocat William Bourdon qui, auprès de nos confrères de franceinfo, évoque le fait qu'« interdire une manifestation peut se heurter à des problèmes constitutionnels ou risquer la censure du juge européen ».

La loi anti-casseurs serait-elle contraire à notre Constitution ? Le texte arrive ce mardi à l'Assemblée nationale pour l'examen en commission, avant qu'il ne soit débattu dans l'hémicycle la semaine prochaine.

Sur France Inter, mardi 8 janvier, la députée LFI Clémentine Autain dénonçait la « dimension assez hallucinante de ce pouvoir qui ne comprend pas ce qu'il se passe et qui est dans une escalade de surenchères de répression ». Même au sein de la majorité cette loi divise, certains redoutant un dispositif « liberticide ». Mais rassurez-vous, selon Europe 1, « cette semaine, Christophe Castaner qui va recevoir les élus récalcitrants ». La République en marche, ou crève, pour changer.

● LOÏC LE CLERC



L'EUROPE EN LIGNE DE MIRE

Une nouvelle fois, l'UE est incapable de venir au secours d'une cinquantaine de réfugiés

Avec l'Aquarius, on avait bien senti qu'accueillir quelques dizaines de réfugiés était un effort trop grand pour l'UE.

Alors quand deux nouveaux navires approchent avec 49 personnes, la crise se répète, sans la moindre surprise.

Lors d'une conférence de presse, le Premier ministre maltais Joseph Muscat a annoncé qu'un accord avait été enfin trouvé pour ces 49 réfugiés. « Sur les 249 [migrants, NDLR] présents à Malte et les 49 à bord [des deux navires humanitaires, NDLR], 220 personnes seront redistribuées dans d'autres pays membres ou rentreront dans leur pays d'origine », a ainsi déclaré le chef du gouvernement maltais. L'UE est sauvée jusqu'à la prochaine crise de « redistribution » de migrants.

Vous vous souvenez de l'Aquarius ? Au printemps 2018, ce bateau humanitaire

transportant 629 personnes s'était fait rejeter par Malte, l'Italie et la France avant que l'Espagne n'accepte qu'il accoste sur ses côtes. A l'époque, l'Union européenne avait fait montre de son incapacité à mettre en œuvre une politique commune en matière d'accueil des réfugiés.

Après un bras-de-fer entre la France et l'Italie – sur fond de duel entre libéraux et nationalistes –, après avoir justifié par l'indigne le non-accueil de la France, la Macronie s'était pavanée que l'héxagone « prenne sa part » en « accueillant » 78 de ces réfugiés. A en croire les

ministres et les députés de la majorité, Emmanuel Macron méritait presque le prix Nobel de la paix. Et d'accuser ces méchants Italiens d'avoir failli au devoir d'humanité – il est vrai que quand nos voisins éructaient «jamais de la vie», la France se contentait d'un «non merci». Nuance.

Mais à force de se voir refuser l'accostage un peu partout en Europe, l'Aquarius a fini par perdre son pavillon et jeter l'éponge. La pression politique était trop forte. Sauf que...

L'HISTOIRE SANS FIN

Le 22 décembre 2018, le navire allemand Sea-Watch-3 a sauvé 32 personnes en Méditerranée. Un deuxième appareil, le Sea-Eye, en abrite 17 autres depuis le 29 décembre. Et depuis, c'est la même galère que l'Aquarius, personne n'en veut. Comme s'il s'agissait de marchandises défectueuses, de déchets.

A nouveau, Malte et l'Italie refusent de voir ces réfugiés fouler leur sol, par crainte de créer un « précédent ». La France se dit, encore, prête à en accueillir une partie « dans le cadre d'un effort collectif de répartition ». L'Allemagne, les Pays-Bas, le Luxembourg ou le Portugal y sont aussi favorables. La Roumanie

s'est même proposée d'en accueillir cinq.

Cinq personnes pour un pays de près de 20 millions d'habitants.

Sur Twitter, Sea-Watch International pose la question : « Combien de jours de réflexion faut-il à Emmanuel Macron pour accueillir ces quelques survivants ? »

Au-delà de l'aberration des chiffres, c'est toute la politique européenne qui est à pleurer. Sur Twitter, les députées de gauche Elsa Faucillon et Clémentine Autain ont posté une vidéo pour alerter sur le « grand cimetière » que devient la Méditerranée :

Clémentine Autain : « La France n'est pas capable de tendre la main et l'Union européenne continue de se désintéresser. C'est pourquoi nous voulons rappeler urgemment le devoir d'humanité qui est le nôtre. »

Elsa Faucillon : « Se taire, c'est être complice. C'est ce qu'il se passe avec la France aujourd'hui qui est complice des politiques les plus répressives envers les migrants. C'est celles qui produisent le plus de morts. [...] ça suffit de s'aligner sur les pays les plus sécuritaires en termes de migration. »

PAS DE POLITIQUE, DES MILLIERS DE MORTS

L'Union européenne n'est-elle pas censée être un cadre de politique commune, partagée par ses Etats-membres ? Quand bien même quelques-uns rechigneraient à «prendre leur part», en quoi est-ce suffisant pour que personne n'agisse ?

C'est que l'UE fonctionne quasi exclusivement sur le modèle de la répartition selon le nombre d'habitants. Ainsi, tant que le marché n'est pas clos, rien ne se passe. Migrants ou boîtes de conserve, c'est la même chanson.

Pour l'heure, le silence de l'exécutif français et de sa majorité est total. On gage qu'ils ne tarderont pas à se faire passer pour les sauveurs de l'humanité, à côté des Italiens. Heureusement qu'ils sont là pour la comparaison. On en parle de la loi Asile et Immigration ? Salvini en rêve sûrement toute les nuits.

Face à l'hypocrisie de nos dirigeants, Clémentine Autain évoque une « crise de l'accueil et non une crise des migrants » pour analyser cette situation catastrophique. D'ailleurs, pour ceux qui craignent qu'une cinquantaine de réfugiés «grand-remplace» toute une civilisation, la réalité est toute autre : le nombre de personnes émigrants vers

l'Europe ne cesse de diminuer, année après année. L'Europe ne fait plus rêver grand monde. Par contre, le taux de mortalité de la traversée de la mer Méditerranée augmente, lui. En 2018, plus de 2260 personnes y sont mortes noyées. L'Europe n'a plus de quoi faire rêver personne.

● LOÏC LE CLERC

Alexis Tsipras, coup de poker ou repositionnement politique ?

La démission du ministre grec de la Défense, Panos Kammenos, plonge le gouvernement dans une crise politique. Son départ prive le Parlement d'une majorité absolue. Pour tenter de s'en sortir, Alexis Tsipras sollicite un vote de confiance tout en préparant le futur en matière d'alliances électorales.

« Ma conscience exige que nous exploitions cette opportunité historique, même si elle a un coût politique. » Ce mardi, à la Vouli, le Parlement hellène, le Premier ministre grec Alexis Tsipras a ouvert par ces mots les débats préalables au vote de confiance qu'il a lui-même sollicité. Le scrutin parlementaire devrait se tenir dans la nuit de mercredi à jeudi. D'ici là, le pays retient son souffle : en théorie, le gouvernement pourrait être renversé. Si le Premier ministre et leader de Syriza,

le parti de la gauche grecque, a décidé de faire appel à un vote de confiance, c'est parce que la Grèce est de nouveau plongée dans une crise politique qui a pour origine l'accord de Prespes. Signé en juin entre Athènes et Skopje, il met fin à 27 années de contentieux entre la Grèce et la Macédoine à propos du nom de cette ancienne république de la Fédération yougoslave. S'il est ratifié, l'ex-province yougoslave peuplée de 2 millions d'habitants sera rebaptisée

«République de Macédoine du Nord».

En outre, elle pourra poser sa candidature pour entrer dans l'Union européenne et dans l'OTAN. Côté grec, cet accord a d'abord été négocié par Nikos Kotzias, alors ministre des Affaires étrangères, avec le soutien d'Alexis Tsipras ; il suscite la satisfaction dans les rangs de Syriza, le parti au pouvoir. Mais d'emblée, la solution a suscité le mécontentement de Panos Kammenos, ministre de la Défense et chef de file des Grecs indépendants, un petit parti souverainiste partenaire gouvernemental de Syriza.

QUAND UN PETIT PARTI FAIT VACILLER LE GOUVERNEMENT

L'heure est venue de faire ratifier cet accord par la Vouli après qu'il a été ratifié le 11 janvier par le Parlement de Skopje. Panos Kammenos s'y refuse. Pour lui qui considère ce texte comme une trahison, ce serait mettre en danger l'un des piliers identitaires de son parti. Il préfère donc lâcher son allié à la tête de l'Etat depuis janvier 2015 et remet sa démission. Dans la foulée, le président du parti souverainiste a prévenu lors d'une conférence de presse : les membres des Grecs indépendants détenant des portefeuilles ministériels doivent démissionner, sinon ils seront exclus du parti.

L'accord de Prespes fera-t-il chuter Alexis Tsipras ? Il a déjà fait tomber Nikos Kotzias, qui a démissionné en raison de tensions avec le ministre de la Défense qui, à son tour, se met en retrait. En outre, l'opinion publique est elle aussi majoritairement opposée à l'accord de Prespes. Ainsi, selon l'institut Public issue, 65% des sondés y étaient opposés en JANVIER 2019 et en septembre, un autre institut, Pulse, donnait une opposition de 60% des Grecs. Le 20 janvier, l'opposition appelle à une manifestation contre le changement de nom à Athènes.

Avec le divorce entre Syriza et les Grecs indépendants, Alexis Tsipras et son parti perdent un partenaire de petite taille à la Vouli mais au poids essentiel. Jusqu'alors, avec les sept députés des Grecs indépendants, Alexis Tsipras et son parti, Syriza (145 députés au total), avaient la majorité absolue des 300 sièges de la Vouli.

TSIPRAS JOUE SA TÊTE

Dans ce contexte, Alexis Tsipras a malgré tout décidé de solliciter un vote de confiance qui n'était nécessaire. Il s'agit d'abord d'un choix politique et stratégique. En théorie, pour que le gouvernement reste en place, au moins 120 députés doivent accorder leur confiance

lors du scrutin parlementaire. Mais le gouvernement grec espère bien recueillir davantage. « Même si ce n'est pas techniquement essentiel, l'objectif du gouvernement est d'obtenir plus de 151 votes », a déclaré Dimitris Tzanakopoulos, porte-parole du gouvernement, cité par l'Agence Ana. Avant d'expliciter :

« Le vote de confiance n'est pas seulement un vote de confiance au Premier ministre mais aussi aux initiatives du gouvernement sur l'accord de Prespes, l'augmentation du salaire minimum ou encore la question de la dette. »

Le vote de confiance est donc un enjeu de positionnement et de capacité d'action sur le plus terme. Par ce coup de poker, Alexis Tsipras entend ainsi redynamiser son gouvernement et refonder sa majorité.

Hasardeux ? Thanos Dokos, chercheur au centre Eliamep, spécialisé dans les relations internationale, le sous-entend : « Sur le plan diplomatique, le gouver-

nement a très bien négocié l'accord de Prespes. Mais sur le plan interne, il n'a ni cherché un consensus entre les partis, ni préparé l'opinion publique à accepter la solution trouvée. Il a voulu diviser Nouvelle Démocratie [ND, le principal parti d'opposition de droite, NDLR] tout en les forçant à adopter une position négative. »

ND a déjà annoncé que ses 78 députés se prononceraient contre. Nikos Marantzidis, professeur de sociologie à l'Université de Thessalonique tempère : « Il y a certes, un risque... mais il est maîtrisé. Tsipras, c'est un artiste du risque ! » Selon différentes sources, le gouvernement se serait en effet assuré d'avoir plus de 151 députés en sa faveur quitte à faire appel à des députés du centre, comme Spyros Danellis (To Potami, La Rivière, centre-droit).

SYRIZA EN MARCHÉ VERS LE CENTRE

D'ailleurs, ce dimanche, dans un discours prononcé en conclusion d'une

conférence sur l'accord de Prespes, Alexis Tsipras a, d'une part, assuré que les prochaines élections législatives auraient lieu en octobre – donc que ce gouvernement irait au terme de son mandat – et de l'autre, il a demandé aux « forces progressistes de s'unir pour le jour d'après ». L'événement était organisé par un « mouvement pour la convergence du centre-gauche », selon le site grec Néa Sélida. Ce centre, le Premier ministre grec lorgne de plus en plus dessus et espère bien l'amener, à terme, dans son aventure politique.

Le premier test sera évidemment le vote de l'accord de Prespes qui aura lieu dans la foulée du vote de confiance. Ce test aura sans doute une valeur de révélateur des alliances en préparation pour les futures élections régionales, européennes, et législatives qui se tiendront en 2019. D'après un sondage de l'institut Metron Analysis, ND serait créditée de 28% des intentions de vote, contre 21% pour Syriza. Allié au centre, Syriza reste en tête. Cette stratégie inquiète

certains militants de Syriza qui ne voient pas d'un bon œil un éventuel recentrage de leur parti.

L'hypothèse est en tout cas régulièrement abordée. Pour le Journal des rédacteurs, proche du gouvernement, l'accord de Prespes et la sortie de M. Kammenos « accélèrent les évolutions en faveur d'une convergence entre le centre-gauche et la gauche ». Elle pourrait même dépasser les frontières de la Grèce. Dimitris Papadimoulis, vice-président du groupe GUE au Parlement européen, a ainsi repris, dimanche, cette ritournelle. Fin 2018, il avait déjà appelé à la constitution d'un front allant « de Syriza à Macron ».

● FABIEU PERRIER

Le Brexit, voie rapide vers l'ultra droite

Désavouée par sa majorité sur le Brexit le mercredi, puis sauvée par ces mêmes députés d'une motion de censure de l'opposition le jeudi. Theresa May est dans l'impasse, ce qui rend l'avenir du Royaume-Uni encore un peu plus incertain.

Ce n'est pas la défaite de Theresa May à la Chambre des Communes, le 16 janvier, qui a surpris, mais l'ampleur du rejet de l'accord avec l'Union européenne : 432 voix contre, 202 pour, soit la plus cuisante défaite jamais enregistrée par un gouvernement dans l'histoire du parlementarisme britannique.

C'est une coalition hétéroclite de députés de gauche, du centre, de droite, ainsi que les nationalistes écossais et gallois, qui ont rejeté le fruit de près de deux années de négociations laborieuses avec l'UE.

Ce texte, il n'est pas inutile de le rappeler, se contentait de fixer les modalités d'une sortie concertée en réglant les questions les plus importantes dans un

avenir immédiat : paiement du montant des obligations financières dues par le Royaume-Uni à l'UE, statut des Britanniques établis sur le continent, engagement à ne pas rétablir une frontière physique en Irlande. Il ne s'agissait pas d'un accord de libre-échange puisque le Royaume-Uni restait soumis au droit européen et continuait de participer à l'union douanière européenne, à tout le moins, jusqu'en décembre 2020.

May contre (presque) tous

Ce sont Theresa May et son gouvernement, et non la Commission européenne, qui ont été l'objet des remontrances féroces des députés britanniques. Les parlementaires

considèrent que May a traité ce dossier sensible avec incompetence, arrogance et autoritarisme, en refusant de consulter ses adversaires politiques et en menant, dans la plus grande opacité, les tractations avec Bruxelles. La première ministre est vite apparue comme l'exécutrice zélée d'un Brexit dur, multipliant les concessions à l'aile néoconservatrice, l'architecte victorieuse de la campagne référendaire (Boris Johnson, Jacob Rees-Mogg).

Ce ne sont ni les intérêts économiques majeurs du pays, ni ceux des catégories populaires qu'elle a défendus avec opiniâtreté, mais ceux de l'ultra droite, nostalgique de l'Empire, chauvine, économiquement ultralibérale et géopolitiquement trumpiste. Theresa May est ainsi fort logiquement parvenue à se mettre presque tout le monde à dos.

Cette coalition du refus est hétéroclite car elle poursuit des agendas politiques différents et, souvent, incompatibles : la majorité des travaillistes, pro-UE, ainsi que les libéraux-démocrates ou le SNP, souhaitaient ainsi préserver l'option d'un deuxième référendum afin de tenter d'inverser le résultat du premier vote. Les conservateurs, au sein desquels on trouve des parlementaires anti-Brexit, s'opposaient à certains aspects de l'accord. Les unionistes irlandais du DUP refusaient le backstop qui maintient, de fait, l'Irlande du Nord au sein de l'UE.

Le rejet du deal conclu avec l'UE signifie qu'à plus de deux mois de la sortie (prévue le 29 mars 2019), le Royaume-

Uni se retrouve dans une situation de No Deal, c'est-à-dire d'absence d'accord. La perspective d'une sortie sèche, non négociée, a commencé à soulever un vent de panique général : May, Corbyn, l'ensemble des partis, les entreprises, les syndicats, le public, tout le monde redoute ce scénario, synonyme de saut dans l'inconnu. Seule l'ultra droite, très minoritaire, continue de fanfaronner et répète : « Mieux vaut une absence d'accord, qu'un mauvais accord ». Ces dirigeants grands-bourgeois ont les moyens (financiers) de leur positionnement radical : ils n'ont rien à craindre d'une possible récession économique ou du détricotage probable des droits sociaux qui suivront le départ de l'UE.

Dans les heures qui ont suivi cette défaite historique, Jeremy Corbyn, le dirigeant du parti travailliste, a déposé une motion de censure au parlement qui a été rejetée. Une chose est de rejeter un accord de sortie, une autre aurait été de censurer son propre gouvernement, un acte de trahison de son propre camp. C'est un revers pour Corbyn car il jouait, avec cette motion de censure, sa carte maîtresse. Le travailliste souhaite en effet provoquer des élections anticipées qu'il espère remporter pour pouvoir renégocier l'accord.

Remarquons qu'une renégociation substantielle de l'accord est exclue par l'UE. Par ailleurs, alors que Theresa May est fortement impopulaire, les conservateurs restent légèrement en tête dans les sondages. Dans le contexte tendu

du Brexit et après neuf années d'austérité conservatrice, ces projections ne sont guère brillantes. En cas d'élections anticipées, une victoire travailliste serait loin d'être acquise.

PAS DE NOUVEAU RÉFÉRENDUM POUR CORBYN

Paradoxalement, c'est Jeremy Corbyn qui va être mis sous pression dans les semaines à venir. Pendant que Theresa May tentera de renégocier avec Bruxelles ce qui peut l'être (obtenant, à tout le moins, le report de la date de sortie), le leader travailliste va devoir prendre position sur la question du deuxième référendum, un nouveau vote que la plate-forme programmatique du parti n'exclut pas. Le problème est que Corbyn, eurosceptique de gauche, n'en veut pas. Officiellement, il estime qu'on ne peut pas revenir sur un vote démocratique. Par ailleurs, il affirme qu'une renationalisation des chemins de fer serait impossible au sein de l'UE (ce qui est faux).

L'argument du vote démocratique est éculé : le vote pro-Brexit est le résultat d'une campagne outrageusement mensongère sur le plan des soi-disantes retombées économiques. En outre, personne il y a deux ans ne pouvait imaginer que cette sortie serait aussi compliquée, et mettrait en péril la stabilité politique et économique du pays.

Corbyn a été triomphalement élu dirigeant du parti travailliste par une base militante à qui il a promis la démocratie

interne et d'être à leur écoute. Or, cette base militante, les députés et l'électorat travailliste réclament, dans leur très grande majorité, un deuxième vote. Pour le moment, Corbyn fait la sourde oreille. Des amis journalistes et des intellectuels classés à gauche, les syndicats, tous demandent un nouveau référendum pour arrêter, coûte que coûte, le Brexit de l'ultra droite qui va frapper de plein fouet les travailleurs.

Corbyn, au nom d'une « ambiguïté constructive » argue du fait que s'il soutient un second vote, il risque de perdre un électorat populaire pro-Brexit (un quart de l'électorat travailliste). Le problème est que le refus de soutenir un nouveau référendum risque surtout d'aliéner un électorat des classes moyennes du sud de l'Angleterre qui pourrait être tenté de voter pour les libéraux-démocrates. Ce faisant, le parti travailliste ne pourrait remporter les circonscriptions du Sud détenues par les conservateurs. Or, la gauche doit les gagner pour espérer remporter l'élection. Ainsi, Corbyn risque plus gros que May qui a déjà annoncé qu'elle ne serait pas candidate lors de la prochaine élection.

LE BREXIT, UNE LEÇON POUR LES GAUCHES ?

La saga folle du Brexit va nous réserver d'autres rebondissements. Personne ne peut prédire à ce jour quelle en sera l'issue : renégociation, second référendum, dissolution ? Une chose est

sûre, le Brexit est une voie rapide pour établir l'hégémonie des idées de l'ultra droite. La gauche (radicale), critique d'une UE néolibérale, n'a pas exercé la moindre influence sur les débats. Elle fut et demeure totalement inaudible. Le Lexit (sortie de gauche de l'UE) n'a jamais dépassé le cadre d'aimables causeries entre intellectuels nantis. Cette sortie de gauche est introuvable car personne n'est parvenu à lui donner un contenu politique et programmatique crédible (notons que c'est aussi ce qui s'est passé en Grèce en 2015 parmi ceux à gauche qui préconisaient une sortie de l'euro, un mot d'ordre «radical» qui a été ignoré – et qui continue d'être ignoré par le peuple grec).

La campagne du Brexit a ouvert la proverbiale boîte de Pandore des populismes qui divisent aujourd'hui le monde, aux États-Unis, au Brésil, en Italie, en Hongrie ou en Pologne. La campagne du Brexit s'est concentrée, dès le début, sur l'immigration, libérant une parole xénophobe et nationaliste dans un pays traditionnellement tolérant et sans tradition d'extrême droite.

Loin de redonner au peuple la parole, et encore moins sa «souveraineté», le Brexit a été le coup de force d'une minorité active, qui a surfé sans vergogne sur une vague de mécontentement populaire (pauvreté, salaires, chômage, austérité, délabrement des services publics ; des questions du ressort des gouvernements nationaux et non de l'UE).

L'épisode du Brexit offre l'occasion de rouvrir le débat – mal engagé – dans la

gauche radicale européenne sur la stratégie à opposer à l'UE néolibérale. Certes, l'internationalisme est loin d'être toujours progressiste. Mais la situation britannique montre que l'inverse est encore plus vrai : le repli national n'est pas non plus la panacée pour mettre en œuvre des politiques de redistribution des richesses, de protection de l'environnement ou de gestion des flux migratoires.

Dans un environnement où le démantèlement de l'État social et des normes de protection environnementales s'en trouveront renforcés et où le sentiment xénophobe et anti-immigrants sera légitimé, il sera plus difficile à un gouvernement travailliste d'appliquer son programme. L'internationalisme de la gauche radicale n'est pas une question esthétique ou culturelle : c'est une nécessité politique, à tous les niveaux. L'échelon européen ne peut être évité.

● PHILIPPE MARLIÈRE



LA CULTURE POUR (MIEUX) COMPRENDRE LE MONDE

La photographie, arme de lutte depuis 90 ans

La Galerie de photographies du Centre Pompidou a consacré une exposition aux images militantes des années 1930 et fait la part belle à l'hebdomadaire Nos Regards, ancêtre de Regards. Retour sur un moment charnière pour la photographie sociale.

« Voulez-vous être reporter ? » : l'appel est lancé par la rédaction de Nos Regards, illustré mondial du travail à ses lecteurs en 1929. L'hebdomadaire communiste, indépendant du PCF, ancêtre du Regards actuel¹, propose une formation à la photographie, activité encore peu répandue parmi les ouvriers. À la clé, la publication des meilleurs clichés. Nombre d'anonymes répondent à l'invitation et des images d'amateurs sont bientôt publiées à côté de noms qui

deviendront fameux : Henri Cartier-Bresson, Willy Ronis, Lisette Model, Germaine Krull et d'autres.

On retrouve ces visuels au Centre Pompidou dans l'exposition « Photographie, arme de classe » conçue par une équipe de jeunes chercheurs dirigée par l'historienne de la photographie Damarice Amao. « Contrairement aux productions datant du Front populaire, la photographie sociale des années 1928 à 1936 a été peu étudiée, souligne la spécialiste. Cette période voit pourtant se développer la photographie sociale, berceau de la photographie humaniste qui s'épanouira après la Seconde Guerre mondiale, et du photoreportage de guerre où vont s'illustrer des personnalités comme Capa, Chim ou Gerda Taro. »

À la fin des années 1920, la presse magazine est en pleine expansion grâce

1. L'hebdomadaire Nos Regards, fondé par le Secours ouvrier international en 1928, s'est arrêté pour des raisons imprécises – sans doute un problème de financement. En 1932, paraît Regards sur le monde du travail (qui deviendra Regards tout court en 1933) qui s'éteindra en 1962. Refondé en 1995, le titre a connu différents épisodes avant de devenir une Scop.

notamment à un nouveau procédé d'impression – l'héliogravure – et à l'apparition du Leica, appareil de prise de vue adapté au reportage. Outre-Rhin, l'hebdomadaire ouvrier illustré AIZ (Arbeiter Illustrierter Zeitung) créé en 1924 rencontre alors un succès considérable. En France, les lecteurs de gauche ont le choix entre plusieurs titres, dont les numéros sont présentés dans l'exposition : Vu, Communiste !, Femmes dans l'action mondiale ou encore L'Almanach ouvrier et paysan, et bien sûr Nos Regards.

FAIRE DE LA PHOTOGRAPHIE «UN ART PROLÉTARIEN»

Ce dernier fait face à un besoin aigu d'images. Engagé en faveur des travailleurs, l'hebdomadaire cherche à témoigner de leur vie et de leurs luttes tout en évitant le service «photo» des agences de presse considérées comme «bourgeoises» mais aussi les images officielles du régime soviétique diffusées par la Société pour les échanges culturels entre l'URSS et l'étranger (connue sous le nom de VOKS). « À l'époque émerge une réflexion sur l'impact des médias de masse et le risque de propagande, note Damarice Amao. Les mouvements de gauche prennent conscience du pouvoir de l'image, de sa possible instrumentalisation mais aussi de ce qu'elle peut apporter dans le contexte de stratégie politique. »

Certains militants qui se lancent alors dans la photographie rejoindront

l'association «Amateurs Photographes Ouvriers», un regroupement « d'agitation culturelle » né en 1930 dont l'ambition est de faire de la photographie « une arme et un art prolétarien ». Ses membres bénéficieront du soutien de l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires (AEAR) qui verra le jour deux ans plus tard. « Les artistes professionnels de l'AEAR, comme Eli Lotar, désirent participer à la production de véritables archives sur le monde du travail, raconte Damarice Amao, et aider les amateurs à améliorer leur pratique, au laboratoire comme à la prise de vue ». Les «illustrés» sélectionnés dans l'exposition reflètent l'actualité sociale d'alors : le mouvement antifasciste en Europe, le mouvement anticolonial, la lutte contre la ségrégation aux Etats-Unis ou encore la résistance des Républicains et des anarchistes espagnols. Dans les reportages photo, « la dialectique du texte et de l'image » atteste de la véracité de la situation sociale à dénoncer. Jusqu'alors on photographiait les pauvres à la marge de la société, comme des figures pittoresques et populaires. Les reportages engagés présentent les clochards ou les chômeurs comme des manifestations révoltantes d'un ordre social injuste. Nos Regards publie ainsi des reportages sur les conditions de vie des ouvriers. En mai 1934, paraît «Borinage» qui s'intéresse à des quartiers misérables habités par des mineurs en Belgique. Quelques mois plus tard, «Paris Taudis»,

avec des images de Willy Ronis, décrit le quotidien d'un jeune ménage ouvrier dans un logement délabré.

L'exposition met en lumière une autre forme de riposte à la presse «bourgeoise» : le photomontage. Par l'assemblage de fragments d'images, il s'agit de caricaturer et d'exagérer pour attaquer. Regards publie des photomontages anonymes comme celui qui fait la Une en mars 1933 : des travailleurs coloniaux détruisant une croix gammée.

Le titre met aussi à l'honneur le maître du photomontage politique, l'Allemand John Heartfield, notamment son image de Göring, ministre d'Hitler, mettant le feu à une mappemonde, publiée en 1935. L'écrivain Louis Aragon, membre de l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires, ne tarit pas d'éloge sur le photomontage, d'une efficacité sans pareil à ses yeux pour délivrer un message clair dans la lutte sociale ou anti-fasciste.

« La production photographique du milieu militant communiste dans l'Hexagone est, dans son ensemble, remarquable par sa diversité et son foisonnement », estime Florian Ebner, chef du cabinet de la photographie au Centre Pompidou. Cette dynamique a non seulement fait émerger des noms qui ont marqué l'histoire de la photographie mais aussi contribué à renouveler la culture visuelle et militante de gauche.


Aujourd'hui, que reste-t-il de cette culture ? « Au travers de cette exposition, nous souhaitons justement poser

la question au visiteur, confie Damarice Amao. Certains symboles sont encore vivaces. L'image du poing levé, issue de la culture ouvrière allemande, par exemple. Ou celle de la foule «de gauche», qui se distingue par son caractère bigarré et spontané, moins tenu que la foule «de droite». »

REGARDS, DES ANNÉES 30 À AUJOURD'HUI

Dans les pages du trimestriel Regards qui revendique l'héritage de son aîné des années 1930, le photomontage a encore droit de cité mais il est plus rare. Le photoreportage reste, lui, l'objet d'une attention particulière. Pour sortir du flux massif de photos qui circule sur les réseaux sociaux et Internet, la rédaction privilégie le récit en images. « Nous choisissons une série de cinq à douze images pour montrer différents aspects d'une même situation, explique Célia Pernot, l'actuelle directrice photo. Pour faire une photo «juste», il est indispensable de passer du temps sur le terrain et avec les personnes dont on raconte l'histoire afin de saisir l'événement ou la situation sociale de manière complète. Cela implique un budget pour financer le reportage, ce qui devient aujourd'hui de moins en moins habituel dans la presse. »

Depuis 2015, la rédaction de Regards a décidé de produire et d'acheter particulièrement des photoreportages sur la problématique des migrants, sous différents angles. « En tant que journal



de gauche, nous cherchons à rendre compte du point de vue des réfugiés, ajoute Célia Pernot. À raconter de manière juste ce qu'ils vivent, sans les exposer ni les mettre en danger non plus. Le défi est de gagner la confiance de ces personnes qui ne se laissent pas approcher facilement. De montrer aussi les ONG, les bénévoles, les militants, les policiers et les politiques, pour faire comprendre la complexité d'une situation. »

La photographie sociale et engagée des années 2018 cherche toujours d'une certaine manière à faire prendre conscience de l'intolérable et à inciter peut-être le lecteur à agir. Comme ses prédécesseurs, il y a quatre-vingt-dix ans.

O NALY GÉRARD

Houellebecq, paysan de Paris

L'action de *Sérotonine*, le nouveau roman de Michel Houellebecq, se situe de nos jours, pour utiliser une expression aussi vague que consacrée. Quand, exactement ? Difficile à dire. En tout cas dans une France où les trains n'arrivent plus à l'heure, surtout ceux de Saint-Lazare vers la Normandie où se passe la moitié de l'action, l'autre se déroulant à Paris.

« L'orgueil ancestral des cheminots, l'orgueil ancestral du respect de l'horaire, tellement puissant et ancré au début du XXe siècle que les villageois, dans les campagnes, réglaient leurs horloges sur le passage des trains, avait bel et bien disparu. La SNCF était une des entreprises dont j'aurais assisté, de mon vivant, à la faillite et à la dégénérescence complète. »

La France de Houellebecq, c'est une France où l'émission de Laurent Ruquier, «On n'est pas couché» existe toujours, puisque le narrateur finit par

trouver la manière idéale de la regarder : en coupant le son. Un roman qui a aussi été écrit avant qu'Alexandre Bompard, PDG de Carrefour, décide de fermer ses enseignes de proximité. Dommage, car Houellebecq, égal à lui-même et faisant des numéros bien connus de son lecteur comme un Louis de Funès de la littérature, fait longuement leur éloge face à la concurrence, notamment celles des Daily Monop'.

Une France où les agriculteurs se suicident à un rythme hebdomadaire. Une France où, de façon plus étrange et mor-

bide, dans l'une des plus belles pages du livre, l'humoriste Laurent Baffie vient de mourir, puisqu'à la télévision de nombreuses émissions nécrologiques lui sont consacrées, où les intervenants finissent par tomber tous d'accord sur une seule et même formule le concernant : «C'était une belle personne».

Une France où tous les hôtels sont devenus non-fumeurs, ce qui n'est pas sans compliquer la vie du narrateur, qui vit beaucoup à l'hôtel depuis qu'il est en dépression (lorsqu'il a découvert sur l'ordinateur de sa concubine japonaise une vidéo zoophile la mettant en scène avec deux chiens, dont un doberman) et en rupture de ban de la société. Il porte un nom banal et un double prénom bizarre qu'on va vite oublier. Il est dans sa cinquantaine. Il a fait l'Agro. Il a travaillé pour la cellule de crise de Monsanto (« mais Monsanto est toujours en crise », écrit Houellebecq). Il a aussi fait du lobbying pour l'exportation des fromages normands, sans grand succès. Quand le roman commence, il a un statut de conseiller contractuel au ministère de l'Agriculture, qu'il va vite laisser tomber. Mérite agricole

Ce roman où les quotas laitiers jouent donc un rôle primordial a deux mamelles,

si l'on peut dire : l'amour (le narrateur a raté sa vie parce qu'il a raté l'amour, ainsi qu'il va nous le raconter) et l'agriculture française. Dont les destinées se décident à Bruxelles, comme chacun sait. Si les propos sur l'amour peuvent finalement paraître assez convenus (quoiqu'étranges sous la plume de Houellebecq, ici presque romantique), tout ce qui concerne l'agriculture, et donc l'Europe, et donc la mondialisation (qu'on nous a vendue comme heureuse, mais qui ne l'est pas vraiment sans antidépresseur jouant sur la fabrication de sérotonine, la molécule du bonheur), et donc le protectionnisme et donc le nationalisme, est intéressant et beaucoup moins caricatural qu'on pourrait le penser, même à l'approche d'âpres échéances européennes.

Le meilleur ami du narrateur élève cinquante vaches dans ce qu'on appelle «la Suisse normande». Il fait ça bien, en respectant les normes et les bêtes. N'oublions pas que, s'il dédaigne les appels du pied de l'Académie française, Houellebecq est en revanche juré du prix littéraire 30 Millions d'amis. Le narrateur n'est pas vegan, loin de là, il bouffe beaucoup trop d'andouilles pour ça. En revanche, il considère que « ce

qui se passe en ce moment avec l'agriculture en France, c'est un énorme plan social, le plus gros plan social à l'œuvre à l'heure actuelle, mais c'est un plan social secret, invisible, où les gens disparaissent individuellement, dans leur coin, sans jamais donner matière à un sujet sur BFM ».

MONDIALISATION MALHEUREUSE

Tout cela se terminera mal. Il y aura des barrages en Normandie, des affrontements avec les gendarmes mobiles et des morts (car contrairement aux gilets jaunes, les agriculteurs, qui sont souvent aussi des chasseurs, sont armés). Avec un sens aigu de sa promotion, Houellebecq a récemment fait le buzz avec un texte pour le Harper's Magazine américain dans lequel il tresse les louanges de Trump qui, selon lui, « défend les intérêts des travailleurs américains ». « On aurait voulu voir ce genre d'attitude plus souvent en France au cours des cinquante dernières années », ajoute-t-il. Quant à l'Europe, c'est pour lui « une idée stupide ayant tourné au cauchemar », les Européens n'ayant « ni valeurs communes, ni intérêts communs ».

Toujours est-il qu'avec Sérotonine,

Houellebecq signe sans doute le grand roman de la fin ce que des Minc ou des Attali ont pu appeler « la mondialisation heureuse ». Son personnage de fonctionnaire contractuel du ministère de l'Agriculture constate que, durant toute sa vie professionnelle, il a été confronté à des gens « prêts à mourir pour la liberté du commerce ». Et il écrit :

« Au bout du compte, on m'avait toujours donné tort, les choses avaient toujours au dernier moment basculé vers le triomphe du libre-échangeisme, vers la course à la productivité, alors j'ouvris une nouvelle bouteille de vin, la nuit était maintenant installée sur le paysage, Nacht ohne Ende, qui étais-je pour avoir cru que je pouvais changer quelque chose à la fin du monde ? »

● ARNAUD VIVIAN

Dans les pays arabes, la BD veut sortir de sa bulle

Dans les pays arabophones, des artistes mettent la bande dessinée au service de la liberté d'expression.

Évoquant la guerre, la vie quotidienne, la famille ou la mémoire, ils font vivre une contre-culture qui prolonge l'élan des révolutions.

Au Caire, sur le campus universitaire de Tahrir, à deux pas de la célèbre place, se déroule chaque automne, le festival Cairo Comix consacré à la bande dessinée indépendante. Là, se retrouvent pendant trois jours des artistes et des lecteurs des pays arabes. L'automne dernier, le bédéiste tunisien Seif Eddine Nechi, cofondateur du collectif Lab619 qui édite la revue du même nom, y donnait une conférence, comme le jeune Libyen Abdullah Abdia de la revue Habka, fondée en 2015 à Benghazi et qui compte déjà six numéros sur papier, ainsi que Rawand Issa et Karen Keyrouz, bédéistes libanaises du tout jeune collectif Zeez.

Cairo Comix est depuis quatre ans le cœur battant d'un mouvement artistique

qui a émergé dans le même élan que les Printemps arabes. Depuis 2011, une quarantaine d'albums ont été publiés (souvent à compte d'auteurs) et une quinzaine de collectifs de bédéistes se sont formés dans une dizaine de pays, du Maroc à l'Irak. Ces artistes autoproduisent des fanzines, publient en ligne ou chez les rares éditeurs intéressés et défrichent un territoire neuf dans les sociétés arabes : la bande dessinée indépendante destinée aux adultes. Les styles, variés, puisent dans le comics américain de Marvel, le manga, l'école «franco-belge» (Tintin, Astérix...), le roman graphique expérimental. Certains adoptent une narration classique tandis que d'autres déconstruisent la case ou s'approprient la veine satirique. La Cité

LES PASSANTS



1

Les Passants, album de Brahim Raïs (Maroc), éditions Alberti (Maroc).



Couverture de la revue Samandal, publiée au Liban depuis 2007, en arabe, anglais et français.

internationale de la bande dessinée et de l'image, à Angoulême, consacre une exposition à cette «Nouvelle génération» de la bande dessinée arabe.

DE LA GÉOPOLITIQUE À L'INTIMITÉ

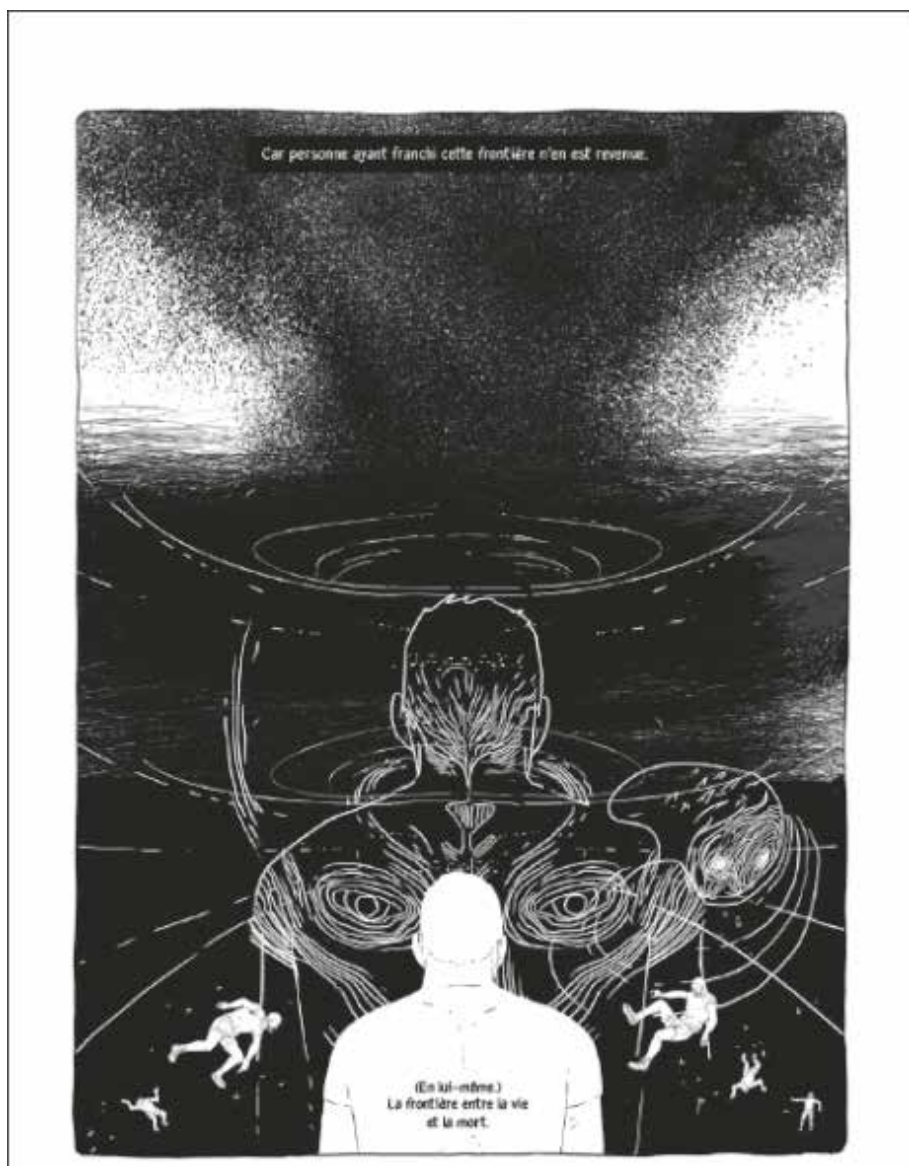
Ces hommes et ces femmes âgés de vingt-cinq à quarante ans ont souvent participé aux manifestations pour la démocratie entre 2011 et 2012, réclamant «du pain, la liberté et la dignité», subissant la répression. Dans leurs bandes dessinées, ils observent, témoignent, se racontent, balayant des thèmes très larges, de l'histoire politique à la sphère de l'intime. Ils exercent avant tout leur droit à la liberté d'expression. Commissaire de l'exposition d'Angoulême, la Libanaise Lina Gaibeh, universitaire spécialiste de la bande dessinée, explique : « Ces artistes veulent montrer l'actualité, leur quotidien, leur vie amoureuse. Ils veulent montrer qu'ils sont simplement des humains. »

Les jeunes Irakiens du collectif Mesaha veulent « comprendre et explorer la réalité contemporaine et son désordre à travers des dessins satiriques ni trop polis ni trop diplomates », comme ils l'écrivent dans le catalogue La Bande dessinée arabe aujourd'hui. Ils traitent du problème des crimes d'honneur, de l'embrigadement dans l'État Islamique, de la guerre avec les États-Unis. L'auteur-dessinateur marocain Brahim Raïs

se positionne, lui, contre la guerre dans son album Les Passants (2011), et dans L'Assaut de Bou-Gafer (2017), il scrute l'histoire d'une bataille coloniale en 1933. Quant à l'Algéroise Nawel Louerrad, elle explore de manière picturale la mémoire, l'identité et l'histoire de son pays depuis l'Indépendance (Les Vêpres algériennes, 2012). Le Syrien Hamid Suleiman, maintenant réfugié en Europe, a signé de son côté, dans un noir et blanc très contrasté, la chronique amère d'un hôpital clandestin sur fond de trahisons et de montée en puissance des islamistes (Freedom Hospital, 2016).

Au milieu de la guerre civile syrienne, entre 2012 et 2016, des artistes ont osé publier en ligne des planches et des histoires courtes sur les horreurs de la répression du régime de Bachar El-Assad et du conflit armé, pour réclamer justice. Afin de préserver leur sécurité, ils signaient de manière anonyme sous l'étiquette Comics4Syria. Salam Alhassan, désormais réfugié en Allemagne, fut l'un d'eux. Contacté par téléphone à Berlin, il raconte :

« Nous étions des dessinateurs et des caricaturistes fous de bande dessinée, et nous mettions notre espoir dans la révolution. Nous voulions faire connaître cet art et en même temps protester contre la guerre, donner à voir la vérité. Avec une simple page, nous avons tenté



Point Zéro, histoire courte de Kamal Zakour (Algérie) pour le dessin et Abir Gasmi (Tunisie) pour le scénario.

de témoigner de ce qui se passait, ou de faire une satire du régime. L'humour permet de parler de sujets très durs. Cela a plu aux gens : Comics4Syria a eu des milliers d'abonnés. »

DES FEMMES EN PREMIÈRE LIGNE

La majorité de ces auteurs écrivent en arabe local dit vernaculaire. Un choix significatif, selon Georges Khoury, pionnier de la bande dessinée expérimentale au Liban et observateur attentif du renouveau actuel. « Le monde arabe a été marqué par l'idéologie panarabiste totalitaire, rappelle-t-il. Avec des publications en arabe classique. Aujourd'hui, les singularités nationales émergent. Ces jeunes reflètent cette tendance dans leur bande dessinée. Ainsi, en Égypte, leur BD parle l'arabe égyptien, avec un contenu égyptien et un humour propre. Par ailleurs, certains osent aller plus loin que nous ne l'avons fait dans les années 1980 avec les tabous religieux et sexuels. C'est parfois un peu provocateur, mais peut-être que nous avons besoin de provocation ! »

Les artistes égyptiens qui publient dans TokTok (quatorze numéros) et dans Garage (deux numéros) se penchent sur la vie trépidante des rues de la capitale, les quartiers populaires, l'absurdité de la bureaucratie. Le fanzine marocain Skefkef parle également de la vie de tous les jours à Casablanca, mais aussi

d'expériences autobiographiques, et revisite la mythologie traditionnelle. Ramadan Harcore, webzine marocain, a épinglé entre 2012 et 2014 la tension régnant pendant le ramadan au travers des péripéties de Miloud et Saïd, deux « pieds-nickelés ». Les Tunisiens de Lab619 (sept numéros) s'intéressent à la lutte contre le terrorisme, la religion, la société de consommation, l'homosexualité même. Dans son hors-série sur les migrations, les auteurs ont témoigné de la situation difficile des réfugiés sub-sahariens en Tunisie.

Avec leur album, certains artistes prennent le détour du fantastique pour amener une critique politique, comme le Libanais Jorj Abu Mhaja dans une fable sombre et kafkaïenne superbement dessinée au lavis (Ville avoisinant la terre, 2011). La bédéiste égyptienne Deena Mohamed imagine, elle, un monde proche du nôtre où les souhaits s'achètent et se vendent sur le marché dans l'album Shubeik Lubeik (2017). Très actives, dans les collectifs ou en solo, les femmes bédéistes racontent la révolution, comme le harcèlement sexuel dans l'espace public, les violences domestiques, la maladie aussi. « Les femmes qui osent parler de leur intimité, écrit Lina Gaibeh, sont les mêmes qui descendent manifester dans la rue et qui participent activement au mouvement de transformation du monde arabe ».



La recherche de l'utopie, histoire courte de Lena Merhej (Liban)

UN LECTORAT ENCORE RÉDUIT

Le lectorat de ces revues et de ces albums est jeune, urbain et plutôt éduqué, mais encore restreint. Dans ces pays, la bande dessinée reste synonyme de loisirs pour la jeunesse. Même en Égypte, au Liban et dans le Maghreb, où les lecteurs goûtent la caricature et le dessin de presse, la bande dessinée n'est guère prise au sérieux. En Algérie, où se tient le Festival international de bande dessinée d'Alger, il reste beaucoup à construire. L'élan donné par le succès, dans les années 1990, de journaux satiriques tels El Manchar (à ne pas confondre avec le webzine du même nom) inspiré de l'esprit Charlie Hebdo, a été brisé par la «décennie noire» qui a vu l'assassinat par les islamistes de plusieurs dessinateurs (Dorbane, Brahim Guerroui, Saïd Mekbe). Aujourd'hui, Salim Zerrouki continue l'humour au vitriol avec son album 100% Bled ou Comment se débarasser de nous pour un monde meilleur, qui tourne en dérision les travers de la société maghrébine.

Au Maroc, qui possède un cursus de formation à la bande dessinée et un festival, à Tétouan, une première BD pour adultes avait vu le jour en 2001. Abdelaziz Mouride y faisait le récit, sur un ton d'ironie cinglante, des tortures vues et subies en prison où ce militant d'extrême gauche avait été enfermé dans les années 1970 (On affame bien les rats,

traduit et publié par Paris Méditerranée, 2010). Une BD poignante qui a « modifié l'idée que les Marocains se faisaient de la bande dessinée », selon Brahim Raïm, joint par mail.

Le premier album égyptien pour adultes est apparu il y a dix ans : Metro de Magyd el Shafee, aujourd'hui un pilier du festival Cairo Comix. On y suit le parcours d'un jeune informaticien, parmi la pauvreté et la corruption sous le régime de Hosni Moubarak. Le livre fut interdit, l'auteur et son éditeur condamnés pour «atteinte à l'ordre public», emprisonnés et contraints de payer une lourde amende.

Le Liban fait figure de foyer ardent pour la bande dessinée arabe. Dès 1980, le «pays du Cèdre» a vu naître Carnaval de Georges Khoury (sans doute le premier album de BD en langue arabe pour adultes) – puis le premier collectif d'auteurs de BD, JAD Workshop. Depuis 2007, le collectif Samandal est l'héritier de ce mouvement. En dix ans et une vingtaine de numéros, sa revue plutôt expérimentale a accueilli les planches de 166 auteurs de BD, en majeure partie de pays arabes. Les auteurs-illustrateurs Barrack Rima et Zeina Abirached ont, quant à eux, ouvert la voie à des romans graphiques sur la société libanaise, régulièrement traduits et diffusés en France.



Cocktail, histoire courte de Salam Al Hassan (Syrie)

FRAGILITÉ ÉCONOMIQUE

Même au Liban, publier reste une bataille. Cairo Comix est d'ailleurs un espace où les artistes débattent des problèmes de publication, de diffusion et de censure. Cette dernière est nette dans certains pays comme le Maroc, où il demeure risqué de critiquer le gouvernement ou la famille royale, ou en Égypte où elle s'accroît avec la politique du général Abdel Fattah Al-Sissi. Au Liban, le collectif Samandal a eu la surprise d'être attaqué par des institutions religieuses. Condamné en 2015 pour « incitation au conflit confessionnel » à une amende d'environ 20.000 dollars, il aurait mis la clé sous la porte sans un mouvement de solidarité internationale. Les difficultés économiques pèsent lourd sur cette effervescence créative. Une industrie du livre et des réseaux de distribution faibles ou quasi-inexistants, un cloisonnement entre les pays, un trop petit nombre d'éditeurs : tout cela empêche pour le moment une quelconque professionnalisation. Les auteurs gagnent leur vie dans la communication, l'animation 3D, les jeux vidéo ou l'enseignement. L'expérience du Collectif 12 Tours en Algérie, qui a tenu un blog entre 2010 et 2011, avant de s'arrêter faute de contributeurs motivés, montre la fragilité de ces initiatives. Les soutiens viennent des structures européennes (Institut français, Fondation allemande Rosa-Luxembourg, Cité

internationale de la bande dessinée...) et de fondations comme celle du mécène libanais Mu 'taz Al Sawwaf qui attribue chaque année des prix aux auteurs de dessins de presse, de dessin d'humour et de BD du monde arabe.

Animés par la foi dans leur art, ces militants ont réussi à tisser des liens solides par-dessus les frontières. À créer même les conditions d'une « fraternité », palpable au festival du Caire, selon l'artiste libanaise Lena Merhej, cofondatrice de Samandal. Pour cette dernière, la bande dessinée a le pouvoir de « toucher des publics très différents dont certains qui ne sont pas intéressés par la politique », et de « changer les choses, en abordant des sujets dont les gens ne peuvent pas parler ». Ces artistes animent des ateliers de bande dessinée pour la jeunesse en Lybie, en Irak, en Égypte et ailleurs, jettent des passerelles vers le graffiti et la musique comme le font les membres de Skefkef à Casablanca ou Cairo Comix au Caire. Ils ouvrent ainsi un espace de parole libre et d'échanges. Un territoire précieux pour la liberté d'expression qui demande encore à être pleinement conquise.

O NALY GÉRARD